

ANTIDOTE hebdo



Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 115 / 06 avril 2012

CHUTE FISCALE

Antidote avait déjà eu l'occasion de dire tout le mal que pense la CGT de la réforme de la Taxe Professionnelle, remplacés par la Contribution Économique Territoriale.

Illustration lors de l'examen récent du budget de la communauté d'agglomération de Saint-Nazaire (CARENE), dont Ouest France s'est fait l'écho dans son édition du 30 mars : sur les 20 entreprises dominantes du bassin, la perte de recettes est de 29 millions d'euros entre 2009 et 2011.

Total, pour sa raffinerie de Donges passe de 11 à 2,6 millions. Les chantiers STX de 2,8 millions à 1,4 million...



HYGIENE AU TRAVAIL

Des collègues s'étonnent régulièrement de la qualité défallante du nettoyage de nos locaux.

Nous sommes en droit d'exiger des conditions de travail décentes, particulièrement en matière d'hygiène. Or cette nécessité est mise à mal et se dégrade à chaque nouveau contrat de sous-traitance.

Les contrats sont négociés par la Centrale, avec une marge de manoeuvre plus que réduite à l'échelle locale. Là comme ailleurs, c'est le moins-disant qui emporte le marché, moins-disant sur les prix et forcément moins-disant sur la qualité.

D'autant que pour gratter quelques bénéfices dans l'opération, l'entreprise sous-traitante (ONET) répercute les conséquences du marché sur ses salariées. Leur nombre est ainsi régulièrement réduit. A Cambronne par exemple, un emploi avec 3 heures de ménage par jour a été supprimé en 2011. La charge de travail se répercute sur les autres salariées. En une dizaine d'années, on est passé de 12 à 7 salariées !

Dans le même temps, les prestations prévues au contrat se réduisent comme peau de chagrin. Disparu le nettoyage des sols à la monobrosse, seule machine à pouvoir agir sur des sols souvent dégradés !

Alors que faire ? Reporter la « faute » sur des salariées précaires et mal payées ? Ou interpeller notre administration, responsable en tant que donneur d'ordre ?

La CGT Finances Publiques a bien sûr fait le choix de défendre à la fois nos conditions de travail et celles des femmes de ménage. Elle est pour cela en contact avec le syndicat CGT du nettoyage. Elle vous encourage à remplir les cahiers d'hygiène et de sécurité en y consignant tout problème.

Notre employeur ne doit plus faire d'économies sur notre dos et celui des femmes de ménage.

DIRECTEUR 4 ETOILES

4 étoiles, c'est le classement des hôtels Marriott et Pulmann choisis par Parini pour réunir les comptables de la DGFIP (voir Antidote 114).

Par curiosité, nos camarades des Hautes-Pyrénées ont contacté l'hôtel Pulmann, qui a indiqué que la prestation de base (au ras des pâquerettes, c'est à dire la salle + un cocktail basique) se

chiffre à 28 000 € pour 1 000 personnes.

Il se murmure en plus que les coûts de déplacement des collègues seraient à la charge des budgets locaux !

On croit rêver, quand les budgets départementaux sont purgés en moyenne de 10% (12,19% en Loire-Atlantique).

TOUT AUGMENTE ?



Dessin paru dans *Le Pavé de Paname*, journal de la CGT Finances Publiques 75, illustrant l'explosion de la rémunération des hauts fonctionnaires, notamment celle des AGFIP.

LES VRAIS FRAUDEURS

Alors que l'omniprésident ne jure que par la guerre aux assistés (entendez par là les pauvres qui abusent du RSA, les salariés qui abusent des arrêts de maladie, ou les fonctionnaires qui sont des bons à rien), le Conseil des Prélèvements Obligatoires nous rappelle que les seuls vrais assistés de ce pays sont les ultra riches et les fraudeurs de haut vol (particuliers et entreprises).

De la fraude à la TVA en passant par celle de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales (voir récemment la fraude du groupe Michelin aux cotisations d'accidents du travail), ce sont au bas mot 40 milliards qui échappent à la collectivité alors que les boucs émissaires de Sarkozy n'en représenteraient que 2,5.

Quant aux avoirs français planqués en Suisse, ils seraient estimés à 80 milliards, un chiffre bien en deçà de l'estimation que livre Antoine Peillon, grand reporter au journal La Croix, dans un ouvrage récent sur l'organisation de l'évasion fiscale par la banque UBS.

Une image valant souvent plus que bien des discours, en voici la synthèse :



(article emprunté à la section CGT Finances Publiques 65)